

LE RÉGIME DES TRAITEMENTS ET SALAIRES

Dans quels cas ?

Ce régime s'applique aux droits provenant des activités déclarées par :

- les auteurs d'œuvres littéraires, dramatiques ou scientifiques, ainsi que leurs traducteurs ;
- les paroliers et librettistes ;
- pour les œuvres audiovisuelles ou radiophoniques : les auteurs de scénarios, dialogues, doublages, traducteurs de dialogues, adaptateurs de dialogues et de doublages, auteurs de sous-titrages, à l'exclusion des réalisateurs ;
- les auteurs de bandes dessinées, mais uniquement pour les droits se rapportant au texte (avec une exception si les dessins et les textes sont réalisés par la même personne ou si l'auteur des dessins est désigné dans le contrat d'édition comme participant également au scénario ou à l'écriture des textes).

→ Faut-il opter pour la déduction forfaitaire ou la déduction des frais réels ?

Avec le régime des traitements et salaires, on bénéficie, comme les autres salariés, d'une déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels (plafonnée, pour les revenus de 2005, à 13 093 €) (article 83-3° du CGI). On peut aussi choisir la déduction de nos frais réels, à partir d'une liste des frais déductibles dressée par l'administration fiscale. Celle-ci prévoit aussi une déduction forfaitaire optionnelle de 3 % pour certains frais. En optant pour la déduction des frais réels, on doit donc conserver les justificatifs de toutes nos dépenses professionnelles.

→ Quelles dépenses peut-on déduire au titre des frais réels ?

Le local professionnel

Si celui-ci est situé dans votre habitation privée, il est admis que la partie du logement affectée à l'usage de votre profession représente :

- une pièce pour un logement comportant plus d'une pièce d'habitation ;
- la moitié de la surface pour un studio.

Matériel et mobilier

Deux déductions sont possibles :

- on peut déduire le prix d'acquisition des matériels et mobiliers si la valeur unitaire hors taxe de chaque bien ne dépasse pas 500 € ;
- on peut déduire une somme égale chaque année à une annuité d'amortissement lorsque la valeur unitaire dépasse 500 €.

Concernant les matériels informatiques, il faut rappeler que ceux-ci sont amortissables sur une durée de trois ans. Le coût d'acquisition des logiciels peut être déduit au titre de l'année de paiement. Le mobilier et les autres matériels s'amortissent en général sur une annuité variant entre cinq et dix ans.

Les frais divers

Au titre des frais divers, peuvent être pris en compte :

- les frais de déplacements et de voyages
- les frais de documentation (sauf pour les publications très générales) et de stages
- les frais de réceptions à domicile (déductibles s'ils sont nécessités par l'exercice de la profession, et donc en lien avec la promotion ou le lancement d'une oeuvre).

Ces frais de documentation générale, réceptions à domicile, voyages, communications téléphoniques (si le lieu d'activité n'est pas dissocié de l'habitation), fournitures diverses, peuvent être déduits sur la base des dépenses réelles, ou, forfaitairement, sur la base de 3 % du montant brut de droits perçus diminués des cotisations payées au titre des cotisations obligatoires (sécurité sociale et retraites complémentaires). La base de plafonnement des 3 % s'élève, pour 2005, à 13 093 €.

→ **Comment choisir la bonne option ?**

Les frais professionnels sont donc déduits sur la base de la déduction forfaitaire de 10 % ou sur celle de la déduction des frais réels. Si on déclare nos droits en "traitements et salaires", comme pour tous les salariés, on bénéficie également de l'abattement général de 20 % (plafonné, pour les revenus de 2005, à 24 020 €). Cet abattement n'est plus applicable à compter des revenus perçus en 2006 et sera réintégré dans le barème de l'impôt.

Même si on peut prétendre à l'imposition de nos droits au titre des salaires, on peut toujours renoncer à ce régime et opter pour le régime des BNC. Cette option peut être intéressante si on perçoit à la fois des salaires et des droits d'auteur. On aura alors tout intérêt à pratiquer la déduction des frais réels sur nos droits d'auteur et à conserver la déduction forfaitaire pour frais de 10 % pour nos salaires. Cette option est valable pour l'année de l'option ainsi que pour les deux années suivantes ; elle est irrévocable pour cette période.

→ **Les cotisations sociales sont-elles déductibles du revenu ?**

Toutes les cotisations sociales sont à déduire du montant des revenus, qu'elles aient été précomptées par le producteur ou la société de répartition de droits ou acquittées directement par l'auteur aux organismes collecteurs. Ce principe s'applique :

- aux cotisations versées à l'AGESSA au titre de la couverture maladie, invalidité, maternité, décès, de la CSG déductible, et de la retraite (régime de base)
- aux cotisations versées au RACD / IRCEC au titre des deux régimes de retraite complémentaire obligatoires, le RACD et l'IRCEC.

Chaque année, la SACD (société des auteurs et compositeurs dramatiques) communiquera le montant des revenus à déclarer, déduction faite des cotisations précomptées par ses services au titre de la Sécurité sociale (cotisations maladie à l'AGESSA et part déductible de la CSG), et de la retraite obligatoire (régime RACD).

Pour déterminer le revenu professionnel imposable, on devra donc déduire, en sus de ce montant, la somme globale des cotisations versées personnellement à savoir :

- les cotisations appelées directement par l'AGESSA (notamment le régime de retraite de base) ;
- les cotisations appelées directement par le RACD, au titre du régime IRCEC ou du régime RACD (pour les droits perçus en dehors de la SACD).

→ **Comment bénéficier d'un étalement sur trois ou cinq ans ?**

Cette possibilité est ouverte par l'article 100 bis du Code général des impôts.

Pour en bénéficier, on doit déclarer nos droits, soit sous le régime des traitements et salaires, soit sous celui des BNC en déclaration contrôlée.

Chaque année, on calculera la moyenne des recettes des trois ou cinq dernières années et la moyenne des dépenses de la même période. Dès lors, au lieu de déclarer le montant des droits perçus, on déclarera la différence. Si on décide de révoquer cette option, le régime continuera à produire ses effets pendant une période transitoire.